



Table ronde sur le rôle des communes et des maires pour faire vivre la démocratie et porter les principes et les valeurs de la République

Intervention de Pascal PERRINEAU, politologue, professeur des Universités à Sciences Po

Tout à l'heure, le président Baroin parlait des fantassins de la République que vous êtes, des éclaireurs que nous tentons d'être, et je voudrais tout d'abord dire l'émotion, pour un éclaireur, d'être face à cette armée de fantassins.

Je voudrais réfléchir quelques instants au rôle que les communes jouent et doivent jouer au premier rang de la riposte démocratique, de la reconquête démocratique – c'était le terme utilisé tout à l'heure par François Baroin.

Paris a été touché au cœur, le vendredi 13 novembre. C'est une commune qui, pendant presque un siècle a été privée de cette figure démocratique essentielle qu'est le maire : un corps démocratique sans tête.

Depuis bientôt 40 ans, Paris est pleinement une terre démocratique. C'est cette terre qui a été agressée vendredi dernier et, au travers d'elle, l'ensemble des 500 000 conseillers municipaux, des 36 744 communes françaises qui, et on l'entendait bien dans ce que viennent de dire les maires, sont chacune, pour reprendre les mots très justes de Mirabeau, « des écoles primaires de la liberté ».

Lorsque l'on écoutait le maire de Sarcelles, le maire de Mulhouse, on constatait que la liberté n'est pas un bien acquis. Elle est à défendre jusque sur le terrain communal par rapport à ceux qui veulent enfermer les esprits, en particulier depuis le plus jeune âge.

Cette liberté et les valeurs qui l'accompagnent – la sécurité, la fraternité, la laïcité – se symbolisent très bien, si l'on veut trouver une phrase ou un mot, dans l'article 2 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. »

Tout est dit.

Mais ces valeurs fondamentales, qui les porte aujourd'hui ? Certes, les hommes et les femmes, et il y en a ici de nombreux, que nous avons élus au plan national, mais peut-être et surtout les élus locaux, les 500 000 élus locaux au premier rang desquels figurent les maires.

Pourquoi dis-je surtout ? Parce que les maires sont investis de la confiance, et

d'une confiance élevée, encore aujourd'hui. Dans un contexte où pourtant on ne parle plus que de défiance, les maires continuent, eux, à être investis de la confiance de leurs concitoyens.

Ce terme de confiance, d'ailleurs, est un mot-clé, à l'heure de la montée des inquiétudes en tous genres, des rejets en tous genres.

Sieyès aussi disait une chose forte. Il disait : « le pouvoir vient d'en haut, la confiance, elle, doit venir d'en bas ».

Cette démocratie d'en bas est ici, c'est la démocratie, en effet, des conseils municipaux, la démocratie des maires. On ne peut que se réjouir que, dans quelques minutes, la venue du Président de la République prenne acte de cette démocratie qu'est la démocratie d'en bas.

Dans les moments tragiques où certains tentent de faire vaciller – ce matin encore – la démocratie sur ses bases, la démocratie locale, parce qu'elle est locale, a un rôle décisif à jouer. Tous les fantassins que vous êtes ne sont pas seulement des institutions, ils sont la chair vivante, celle que voient les 60 millions de Français tous les jours.

Vous êtes la chair vivante du message démocratique et républicain. Vous êtes le mouvement d'en bas, et sans celui-ci, le mouvement d'en haut n'a pas et n'aura pas suffisamment de force et d'écho. On ne peut se contenter d'une défense démocratique qui ne met en branle que les seuls acteurs nationaux, les seules institutions nationales. Il faut en prendre conscience.

Enfin, et je voudrais terminer par là, cette démocratie vivante – et quelle vie, ce ma-

tin, et quelle émotion aussi ! – cette démocratie en actes davantage qu'en paroles doit être confortée, reconnue, portée par une accentuation de la décentralisation et non pas par le contraire.

Le pouvoir doit faire confiance à ses maires car les Français leur font confiance. Au-delà de la riposte par les armes, qui est nécessaire, c'est là que se fera la riposte de l'esprit démocratique et des valeurs qui l'animent. L'acte 3 de la décentralisation, puisque l'on parle souvent de cela, sous le coup des circonstances tragiques que traverse le pays, doit devenir en quelque sorte une décentralisation des valeurs de liberté, de sécurité, de fraternité, de solidarité, de laïcité, de partage dont je parlais tout à l'heure au début de mon intervention.

Ces valeurs seront d'autant plus des remparts contre les menaces qu'elles seront incarnées par le peuple que vous constituez, ce peuple des maires ceints de leurs écharpes tricolores, trois couleurs qui ont plus que jamais tout leur sens, puisque deux d'entre elles sont celles, depuis sept siècles, de Paris, et aujourd'hui, d'un Paris qui a été, comme le disait le général De Gaulle dans son discours du 25 août 1944, un Paris outragé et un Paris martyrisé.

Après l'heure de l'outrage, de la riposte, vient celle de la liberté et ce sont les maires, les conseillers municipaux, et derrière eux, le peuple des Français qui leur font confiance qui en sont les héros, les héros de la liberté, comme, en 1790, l'avait pressenti Mirabeau.